

Épinglé

Mesurer l'urgence

Recommandations. Le Service de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale s'est concentré sur huit sujets : la nature, la pollution, l'énergie, l'eau, la consommation durable, les soins de santé, l'emploi et la mobilité. Chaque thème est assorti de recommandations pour les décideurs politiques.

Politique. Cette instance appelle les différents niveaux de pouvoir à impliquer davantage les personnes en situation de pauvreté dans les discussions. Mais aussi à renforcer la collaboration entre les différentes entités. *"Nous demandons que la conférence interministérielle soit réactivée. Elle ne s'est pas réunie pendant la précédente législature. Et nous espérons que des rencontres seront organisées avec la conférence interministérielle pour le développement durable, qui n'a pas beaucoup bougé depuis 2017"*, avance Henk Van Hootegem.

Pauvreté et durabilité

■ "La Libre" a pu consulter le rapport bisannuel du Service de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale.

■ Il établit que les mesures environnementales créent ou amplifient les inégalités sociales.

■ Et fournit des recommandations.

Les politiques climatiques renforcent les inégalités sociales

Les interactions entre le pilier écologique et la pauvreté ne sont explorées que depuis peu et donnent naissance à des néologismes tels que "pauvreté climatique" et "justice climatique". Dans son rapport bisannuel, que *La Libre* a pu consulter, le Service de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale a analysé l'interdépendance entre les inégalités sociales, écologiques et économiques. Au cœur de ce document de 150 pages, trois types d'inégalités : inégalité de l'exposition aux changements environnementaux et climatiques, inégalité de l'impact écologique et inégalité de la politique environnementale et climatique. Le tout est résumé par le concept d'injustice environnementale, "c'est-à-dire une distribution inégale, parmi les catégories de la population, des nuisances et des opportunités environnementales".

Des personnes doublement pénalisées

Le tableau est peu reluisant : la société exclut, de manière structurelle, les personnes en situation de précarité, tout en ignorant leurs réalités (lire ci-contre). Un mélange dominé par un discours qui s'attarde trop sur "les changements des comportements individuels et les responsabilités personnelles" et pas suffisamment sur "les causes structurelles des inégalités". Et pose le constat suivant : les politiques environnementales et climatiques amplifient les inégalités sociales.

D'une part, les mesures politiques encouragent les modes de consommation durable (appareils électriques peu énergivores, panneaux solaires, citernes d'eau de pluie, produits biologiques, etc.) qui restent inaccessibles – car impayables – aux personnes précarisées. "Citons par exemple les primes énergie pour isoler les maisons. Celles-ci s'adressent aux propriétaires, donc à une classe de la population relativement aisée."

De l'autre, les mesures décourageant les comportements polluants ou énergivores les pénalisent par rapport aux citoyens plus aisés qui ont la possibilité de se tourner vers des alternatives. "Les mesures envisagées pour interdire les poêles à bois, augmenter le prix du diesel et instaurer des zones à basses émissions dans certaines villes constituent des exemples récents. [...] En interdisant certaines sources de pollution sans fournir d'alternative abordable, on limite encore plus l'accès des personnes en situation de pauvreté à un logement chauffé, à la mobilité, aux services. [...] Par ailleurs, se pose la question de savoir pourquoi on n'a pas investi beaucoup plus tôt dans certaines mesures, comme l'isolation des logements. On dirait que cela devient seulement maintenant une question climatique urgente alors que, dans une perspective de lutte contre

la pauvreté, ce sont des mesures qui auraient dû être prises depuis longtemps."

Des luttes interdépendantes

Ce rapport est le fruit de treize consultations, menées entre mai 2018 et octobre 2019. "Travailler sur la durabilité était un choix défendu par les personnes vivant en situation de pauvreté et des associations. Elles ont constaté que, dans les débats sur le climat, elles ne sont jamais impliquées", explique

Henk Van Hootegem, coordinateur du Service de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale.

Le rapport cite des mesures comme les primes énergie, les zones basses émissions, etc.

Faisant écho au néologisme de "justice climatique", cette institution inter-fédérale reprend le slogan adopté par l'Assemblée générale de l'Onu avec l'Agenda 2030 pour le développement durable pour envoyer un message à travers ce rapport : "to leave no one behind" ("ne laisser personne derrière"). Elle conclut que la lutte pour un monde durable doit inévitablement aller de pair avec celle contre la pauvreté. Et vice-versa. "Comme à terme, tout le monde subira l'influence des changements en cours, il est important de trouver de bonnes solutions pour tous, à court et à long terme."

Sarah Freres





Bannir les vieux véhicules sans investir dans les transports publics limite encore plus l'accès des personnes à la mobilité et aux services.

SHUTTERSTOCK

La pauvreté, une réalité méconnue et méprisée

D'après Henk Van Hootegem, coordinateur du Service de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale, si les retombées sociales des décisions politiques sur les personnes précarisées sont zappées, c'est parce que *"les décideurs ne connaissent pas suffisamment la réalité des personnes précarisées"*.

En guise d'exemple, il cite une expérience. Lors de la concertation avec l'instance interfédérale, les principaux concernés ont dû répondre à un questionnaire du WWF pour mesurer leur empreinte écologique. *"Les gens ont été choqués par les questions, tant elles étaient éloignées de leur vie. Combien de semaines avez-vous passées sur un bateau de croisière ces cinq dernières années? A quelle fréquence changez-vous de voiture? Ce genre de questions laisse toute une partie de la population belge sur le carreau"*, observe Mélanie Joseph. Son collègue embraie. *"Ils habitent dans des quartiers plus exposés à la pollution, occupent des emplois où le risque d'y être exposés est plus grand, la qualité de l'air dans leur habitation est mauvaise. Beaucoup de ces personnes ont une santé fragile qui est directement impactée par ces facteurs."* Et de citer *"une des statistiques les plus choquantes en Belgique"*: à 50 ans, les hommes très qualifiés ont, en moyenne, 21,6 années de vie en bonne santé contre 13,3 années pour les hommes dont le niveau de qualification ne dépasse pas l'enseignement primaire. Pour les femmes, cette espérance de vie en bonne santé est respectivement de 22,2 années et 14,5 ans. *"La différence est énorme"*, atteste Mélanie Joseph.

Les personnes en situation de pauvreté sont condamnées à opter pour des solutions polluantes, bien qu'ils ne soient pas les principaux pollueurs.

Au sentiment d'injustice ressenti par ces personnes (lire ci-contre), viennent ainsi se greffer l'indignation et la colère, elles-mêmes renforcées par la stigmatisation, les préjugés et le fait d'avoir peu, ou pas, voix au chapitre. *"Certains obstacles ne sont pas pris en compte. Prenons, par exemple, l'utilisation du vélo, mise en avant par les politiques de mobilité douce. Quand on habite dans un logement social, on le stocke où? Pourquoi il n'y a pas de box à vélos? On peut aussi parler de la manière dont on tente de résoudre les problèmes d'aide alimentaire et de gaspillage. Il est impossible de lutter contre la pauvreté de cette manière. Il faut des mesures plus structurelles, comme un revenu décent, une aide sociale, etc. Et c'est très mal vécu parce que c'est méprisant. C'est une bonne illustration de mesures urgentes qui ne sont pas durables sur le long terme"*, continue-t-elle.

Un cercle vicieux et paradoxal

Autre constat: les principaux concernés ne sont pas les principaux pollueurs. Économes par manque d'options abordables, ils innovent et inventent des stratagèmes pour ne pas gaspiller d'eau ou d'électricité. Paradoxalement, un mode de vie peu respectueux de l'environnement (par exemple pour se chauffer, se déplacer ou s'habiller) s'impose à eux. *"Les personnes en situation de pauvreté doivent vivre avec une contradiction: nous pouvons seulement nous permettre les vêtements de chez Primark, même si nous savons que c'est au détriment des travailleurs pauvres et exploités qui les fabriquent dans d'autres pays"*, illustre ainsi le rapport.

En outre, les préoccupations climatiques sont bien présentes. *"Beaucoup se demandent pourquoi on a attendu si longtemps avant de prendre des mesures pour épargner de l'énergie ou mieux isoler les habitations. Ils ont l'impression que c'est parce que le climat est devenu un sujet important que la politique agit enfin. Alors qu'eux répètent depuis des années que ces mesures sont primordiales, tant en termes de lutte contre la pauvreté que de lutte pour le climat"*, ajoute Veerle Stroobants.

S. F.